



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Avenir de la Nouvelle-Calédonie

Question au Gouvernement n° 1193

Texte de la question

AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Mme la présidente . La parole est à M. Guillaume Kasbarian.

M. Guillaume Kasbarian . La semaine dernière, à la demande du président de notre groupe, Gabriel Attal, et à l'invitation du député Nicolas Metzdorf, nous nous sommes rendus avec une dizaine de collègues du parti Renaissance en Nouvelle-Calédonie. Nous avons vu un territoire meurtri par les émeutes de 2024, des Français traumatisés, des entreprises détruites, des familles qui vivent encore dans la peur que les violences recommencent, des entrepreneurs qui veulent reconstruire et investir à nouveau dans ce territoire. Nous avons dialogué avec la quasi-totalité des forces politiques, qui ont fait d'immenses concessions pour parvenir à l'accord historique de Bougival ; elles sont allées à l'extrême limite de ce qu'elles pouvaient accepter : la création d'un État et d'une double nationalité, des transferts potentiels de compétences régaliennes.

Nous avons aussi entendu une incompréhension profonde : celle de citoyens qui ont voté trois fois pour rester dans la République française et qui voient aujourd'hui l'État hésiter à faire respecter leur choix démocratique. Nous avons rencontré des Français, nés ou installés en Nouvelle-Calédonie depuis plus de vingt-cinq ans,...

Mme Mathilde Panot. Vous auriez dû étudier l'histoire, un peu ! (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe EPR.*)

M. Guillaume Kasbarianqui partagent notre citoyenneté – nous avons le même passeport, les mêmes devoirs, le même attachement à la République, mais eux demeurent exclus du droit de vote aux élections locales. Cette exclusion, que nous n'accepterions dans aucune de nos circonscriptions, la France continue de la tolérer là-bas.

Le président de la République recevra vendredi les forces politiques du territoire.

Mme Mathilde Panot . Sans le FLNKS !

M. Guillaume Kasbarian . Madame la ministre, ma question est simple : l'État appliquera-t-il l'accord de Bougival et mettra-t-il fin au gel du corps électoral qui prive des citoyens français de leurs droits politiques ?

Mme Mathilde Panot . Quelle honte ! Vous n'avez rien appris ! (*Mêmes mouvements.*)

M. Guillaume Kasbarian . L'État restera-t-il ferme face à la stratégie de blocage du FLNKS, soutenu par La France insoumise, qui refuse le dialogue et conteste la démocratie ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem. – M. Jean-Louis Thiériot applaudit également. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Mathilde Panot . Honte à vous !

Mme la présidente . Madame la présidente Panot, s'il vous plaît !

La parole est à Mme la ministre des outre-mer.

Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer . Vous avez raison de rappeler ce que vous avez vu sur le terrain en Nouvelle-Calédonie. C'est un territoire à l'immense potentiel,...

Mme Ségolène Amiot . Quel paternalisme !

Mme Naïma Moutchou, ministredurablement marqué par ce qu'il s'est passé au mois de mai 2024 : des vies bouleversées, des entreprises qui ont fermé, des familles qui ont perdu leur emploi.

Mme Mathilde Panot . À cause de votre passage en force !

Mme Naïma Moutchou, ministre . Nous regardons cette situation en face. L'État sera au rendez-vous : le premier ministre a souhaité que nous puissions investir comme nous ne l'avons jamais fait en Nouvelle-Calédonie, avec un plan de plus de 2,2 milliards d'euros pour dynamiser les entreprises, offrir aux jeunes des perspectives, imaginer une stratégie pour la filière du nickel, produire enfin ce choc économique et social tant attendu.

M. René Pilato . Vous cassez tout et vous pensez que le fric peut tout réparer, voilà votre erreur !

Mme Naïma Moutchou, ministre . Toutefois, outre les moyens, nous devons renforcer la stabilité politique et institutionnelle. Avec beaucoup d'humilité et de modestie – car la Nouvelle-Calédonie s'inscrit aussi dans le temps long de l'histoire –, je rappelle la méthode, primordiale lorsqu'on aborde le dossier calédonien : nous respectons tous nos partenaires...

M. Jean-François Coulomme . Vous ne respectez déjà pas les votes !

Mme Naïma Moutchou, ministremais nous sommes aussi lucides et fermes. Nous n'accepterons aucun blocage ni que, du fait de l'absence de certains, les Calédoniens se trouvent pris en otage.

M. Patrick Hetzel . Très bien !

Mme Naïma Moutchou, ministre . Personne n'a de droit de veto sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie.

Mme Mathilde Panot . Vous n'avez pas dit la même chose après l'échec du projet de Deva ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes RN, EPR, DR et HOR.*)

M. Yoann Gillet . Tais-toi, Panot !

M. Pierre Cordier . Elle n'a jamais d'avertissement ! Cela fait dix ans que ça dure !

Mme Naïma Moutchou, ministre . Madame la présidente Panot, ce que vous faites est inacceptable : vous mettez de l'huile sur le feu ! Arrêtez de politiser ce sujet, c'est l'avenir d'une population qui se joue ! (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme la présidente . Madame la présidente Panot, je vais vous rappeler à l'ordre si vous persistez !

Mme Mathilde Panot . Rappelez-moi à l'ordre, pas de problème !

Mme Naïma Moutchou, ministre . À partir de vendredi, nous recevrons tous ceux qui veulent avancer, qui veulent un avenir pacifié et des perspectives pour les Calédoniens. Nous le ferons dans un cadre exigeant, celui

de Bougival : cet accord est un fait politique, il a permis des concessions réciproques. Nous serons à l'écoute des forces politiques, parce qu'il y va de l'avenir d'un territoire auquel nous sommes attachés.

(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.)

Mme la présidente . La parole est à M. Guillaume Kasbarian.

M. Guillaume Kasbarian . Merci, madame la ministre, pour votre soutien à l'accord de Bougival et pour votre fermeté. Cette dernière est primordiale : la République ne peut pas être faible à l'égard de ceux qui se moquent de la démocratie et souhaitent bloquer coûte que coûte.

M. Patrick Hetzel . Très juste !

M. Guillaume Kasbarian . Nous serons à vos côtés dans cette démarche de fermeté absolue.
(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Kasbarian](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (1^{re} circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1193

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 janvier 2026